

A Genève, l'Etat veut pousser les entreprises à réduire leur consommation d'énergie

11.04.2022

3-4 minutes

Dans un contexte de volatilité des prix de l'électricité, le canton de Genève a annoncé ce lundi une palette de mesures visant à soutenir les entreprises dans leur volonté de faire des économies d'énergie.

Pour ce faire, le gouvernement s'appuie sur les Services industriels de Genève (SIG). La régie publique a ainsi décidé de renforcer son programme éco21, mis en place il y a quinze ans, avec une augmentation des aides financières aux sociétés qui prennent des mesures pour diminuer leurs besoins en gaz ou en électricité. Concrètement, les SIG ont débloqué 2,5 millions de francs supplémentaires afin d'inciter les entreprises à se lancer dans un programme d'économies.

«Le bon moment pour un programme minceur»

Les sociétés genevoises absorbent plus de la moitié de l'électricité distribuée dans le canton et 40% du gaz, a rappelé la conseillère d'Etat Fabienne Fischer lors d'un point presse. Parmi elles, 250 sont considérées comme de grosses consommatrices d'énergie. Or, elles sont 160 à n'avoir pas encore sollicité le

programme éco21 des SIG.

«Les grandes entreprises pourront alléger leur facture tout en réduisant leur dépendance aux énergies fossiles. C'est le bon moment pour un programme minceur», a ironisé la ministre de l'Économie du canton du bout du lac, en faisant référence à la situation actuelle sur le marché énergétique et au contexte géopolitique.

Un avis que partage Christian Brunier. Le directeur général des SIG estime le potentiel d'économies d'énergie comme «important». «Et ces gisements ne se trouvent pas seulement dans les grandes sociétés. Il s'en cache aussi au sein des petites et moyennes entreprises (PME) et chez les particuliers» a-t-il soutenu.

Si le directeur de la régie publique ne s'est pas fixé d'objectifs chiffrés, il relève en revanche que le programme éco21 a permis de réduire la consommation d'électricité de 234 GWh en 2021 – ce qui représente une baisse de 8% à l'échelle cantonale – et que près de 406.000 tonnes d'émissions de CO2 ont été économisées l'an dernier. «Cela correspond à 26 mois d'émissions du parc automobile genevois» a-t-il imaginé.

L'urgence climatique en ligne de mire

Ce n'est pas la première fois que les entreprises genevoises sont incitées à faire mieux en matière de développement durable. Il y a un an, la Chambre de commerce et d'industrie de Genève (CCIG) a présenté une étude qui soulignait une certaine divergence en la matière parmi les sociétés du canton. Par exemple, il est apparu que seuls 13% des sociétés avaient déjà effectué un bilan carbone de leurs activités. Plus inquiétant, la majorité des PME ne semblait pour l'instant pas avoir

réellement mis en œuvre de mesures concrètes dans ces domaines.

«Nous sommes en train de mettre en place ce type de programme, qui devrait arriver très rapidement en phase opérationnelle», répond Fabienne Fischer. Et d'ajouter: «Le but est de pouvoir proposer des mesures d'accompagnement aux entreprises afin de faire ce genre de diagnostic. Une société a besoin d'une photo de départ de la situation pour avancer.»